Les Cahiers	
de la recherche	
architecturale	
et urbaine	

Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine

26/27 | 2012
Trajectoires doctorales

Post-scriptum

Yannis Tsiomis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crau/594>

DOI : 10.4000/crau.594

ISSN : 2547-5746

Éditeur

Éditions du patrimoine

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2012

Pagination : 250-256

ISBN : 978-2-7577-0108-9

ISSN : 1296-4077

Référence électronique

Yannis Tsiomis, « Post-scriptum », *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine* [En ligne], 26/27 | 2012, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/crau/594>

	<div>Post-scriptum</div>	

Recherche, doctorat ... ou rien du tout

YANNIS TSIOMIS

On a l'impression que tout a été dit, depuis un quart de siècle, sur la recherche dans les écoles d'architecture, recherche qu'on ne saurait confondre avec la recherche architecturale et urbaine qui se mène ailleurs que dans ces écoles (instituts d'urbanisme, universités, sciences-po, certaines écoles d'ingénieurs, etc.). Cette dénomination, « recherche architecturale et urbaine », englobe en outre de vastes champs de recherches, sur la métropolisation, les techniques, l'éco-développement des territoires et des villes. Tout a été dit, de manière savante ou polémique, et dans le jargon qui se doit, sur les contenus, sur la place du projet (niée ou encensée selon les cas), sur les questions épistémologiques soulevées, sur le rapport avec les sciences humaines et leurs contaminations réciproques. On a aussi le sentiment que tout a été dit sur le « doctorat en architecture », du côté des tutelles, du côté des chercheurs, des enseignants : lamentations et autocélebrations, regards critiques, échanges plus ou moins polis lors des colloques successifs, des publications, interviews, etc. Tout le monde sait cela et en fin de compte, ces

répétitions deviennent lassantes. Aussi les quelques mots qui suivent ne prétendent ni résumer l'histoire ni y apporter un point de vue nouveau, mais juste servir de *post-scriptum* à un roman inachevé.

Choses connues

L'architecture est aussi bien savoir que savoir-faire, ni « savoir pur », ni « pur savoir-faire », elle se situe *entre* savoir et savoir-faire. Et c'est peut-être cela qui pose problème. Comment gérer ce *entre* ? On fait souvent le parallèle entre architecture et médecine. Sans doute parce qu'on pense à l'exercice de la profession (forcément « libérale » dans tous les sens du terme), avant de penser à l'exercice du métier. Mais ce parallèle ne tient pas à l'examen ! Car la médecine vise, sous toutes ses formes, la guérison. C'est à partir d'un présupposé « négatif » – vaincre la maladie – que la médecine s'est fondée. N'en déplaise à Vitruve et à tous les traités, c'est sur un présupposé « positif » que l'architecture s'est fondée : non pas s'abriter, mais habiter les mondes. La terre et l'au-delà. Mégalomanie, dira-t-on. Recherche du pouvoir du démiurge architecte. Sûrement aussi. Mais en même temps différence entre une position défensive (protéger) et offensive (protéger mais se projeter aussi dans l'espace du futur). C'est cela l'architecture, l'architecture de la ville, l'architecture des territoires et du paysage : habiter le monde. La conséquence sur l'enseignement et la recherche est évidente : enseignement professionnel en même temps qu'enseignement et recherche sur les savoirs multiples, d'où la fameuse « hybridation » (mais quelle science ou quel art n'est pas hybride ?).

On situe habituellement autour des années 1970 l'émergence de la recherche architecturale et urbaine en France. Mais c'est plutôt de son institutionnalisation (SRA en 1972 et ensuite BRA, BRAU ou BRAUP¹) qu'il s'agit, car la recherche universitaire sur l'urbain date de bien plus tôt, non seulement de la décennie 1960, mais des débuts du dernier siècle. La construction de l'objet de recherche « architecture », « ville », territoire, etc. par des champs divers du savoir comme la sociologie, l'anthropologie, la géographie, l'histoire, l'urbanisme... n'est pas une nouveauté. Comme n'est pas une nouveauté l'implication des architectes dans les sciences humaines. Ce qui est nouveau et s'intensifie à partir des années 1970, c'est bien évidemment l'élargissement et le renouvellement des recherches, mais surtout *l'institutionnalisation* (même bancaire) : c'est la création des laboratoires d'architecture ; c'est l'intégration dans les écoles d'architecture dans ces mêmes laboratoires de chercheurs, militants pour la plupart. Ils militaient (mais l'imparfait convient-il ?) pour la mise en place des structures de recherche à l'image de celles existant à l'université. Bref, ils militaient pour une reconnaissance, après avoir mis en place des connaissances, par des approches diverses, dans les multiples domaines de ce qu'on nomme « architecture », « urbain », territoire, paysage, etc.

Cette dynamique et cette prolifération de chercheurs indépendants ou dans des laboratoires, (architectes et non architectes) sont allées de pair avec l'institutionnalisation de la recherche et des structures de suivi dans les ministères de tutelle, avec son introduction dans les écoles d'architecture, abolissant ainsi un monopole

1. Secrétariat de la recherche architecturale (SRA) en 1972 ; BRA, Bureau de la recherche architecturale en 1982 ; BRAU, Bureau de la recherche architecturale et urbaine en 1995 ; BRAUP, Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère.

détenu par certaines universités, pionnières par ailleurs (qui refuserait ce rôle aux universités de Nanterre ou de Vincennes ?). Les laboratoires de recherche des écoles d'architecture devenaient ainsi complémentaires de ceux des universités, sinon leurs concurrents ou perçus comme tels. En même temps, des liens se tissaient forcément entre les laboratoires, des chercheurs se mouvaient les uns vers les autres, et des recherches communes voyaient même le jour. Inutile de prendre des exemples.

D'une part donc, l'institutionnalisation de la recherche et son ancrage dans certaines écoles d'architecture. D'autre part, la porosité des idées entre des mondes de savoir différents et aux pratiques différentes. Mais aussi le contact entre des personnes, des chercheurs, appartenant à plusieurs disciplines à travers des travaux communs ou parallèles.

Entre parenthèses, car cela est bien connu, rappelons une autre donnée, galvaudée s'il en est, puisque 1968 est passé par là : l'implication d'architectes-intellectuels dans cette nouvelle chorégraphie de la recherche – implication structurelle et non pas *dilettante* s'entend – la rencontre, à travers cette institutionnalisation, avec le monde de la recherche. La présence des sciences sociales dans les écoles d'architecture, la présence des collègues sociologues, anthropologues, historiens, géographes, philosophes n'est pas neutre bien évidemment.

Bien sûr tout ceci ne se passa pas de manière angélique. Car si dans le monde de la recherche universitaire, on reconnaît l'apport des chercheurs des écoles d'architecture, il en va tout autrement pour la reconnais-

sance institutionnelle. Pour aller vite, disons qu'un rapport de vassalisation a vu le jour car le « marché » s'est introduit dans le monde éthéré de la recherche : le « marché » des inscrits en thèse s'entend, le « marché » des doctorats.

Rien de plus normal. Comme je l'ai déjà précisé, bien que plutôt militante, surtout à ses débuts, la recherche dans les écoles d'architecture conduit inéluctablement à une autre revendication : l'implication de la recherche dans l'enseignement, avec l'enseignement. Plus la recherche s'institutionnalise, plus les résultats se consolident, plus le nombre des chercheurs (qui sont en même temps enseignants) grandit, et plus la question du rapport enseignement / recherche se pose. Du coup, se pose aussi la question de la production de jeunes chercheurs émanant des écoles d'architecture, la production de recherches reconnues, suite à la mise en place des doctorats, et, bien évidemment le statut de l'enseignant-chercheur. Ainsi la création d'un enseignement spécifique à l'initiation à la recherche (diplôme d'études approfondies, DEA) et d'un doctorat en architecture est la suite logique de l'histoire de l'institutionnalisation de la recherche architecturale ; suite logique aussi de la reconnaissance du fait que l'architecture est aussi bien savoir que savoir-faire ; que les écoles d'architecture sont aussi bien des « universités », lieux de productions de savoir, que des écoles professionnelles, lieux d'apprentissage de multiples savoir-faire.

La création des premiers DEA en architecture – en 1990, « Le projet architectural et urbain », regroupant des enseignants des écoles de Belleville, Malaquais, Versailles, La Villette, et des enseignants architectes

de Paris 8, a été suivi par d'autres – est donc le fruit d'une histoire culturelle de l'évolution de l'architecture en tant que savoir mais aussi d'une histoire institutionnelle. Il est encore une fois inutile de rappeler le rôle qu'ont joué les rapports entre enseignants-chercheurs des écoles d'architecture avec des universitaires pour la création des dits DEA. Il faut rappeler que sans ces affinités, connivences et appuis, l'histoire du doctorat en architecture serait tout autre.

Et comment ne pas rappeler que cette affaire de « doctorat » ne faisait pas partie de la stratégie de la tutelle ? En effet, si les structures de recherche se sont imposées au début des années 1970 et surtout après les années 1980, grâce à ceux qui ont occupé certains postes aux ministères, et sans lesquels la recherche n'aurait pas atteint l'âge mûr, il faut attendre le début des années 1990 pour que la question d'un doctorat en architecture s'impose. Il est bon aussi de rappeler que le premier « doctorat en architecture » est créé en 2003 par l'université Paris 8, faisait suite au DEA « Le projet architectural et urbain ».

Se demander s'il y avait – et s'il y a toujours – une légitimité à cette revendication, c'est ignorer l'histoire des sciences et, avec elle, l'histoire de la formation des disciplines. Mais au-delà, c'est ignorer l'histoire du rattachement à différentes tutelles de l'enseignement de l'architecture en France. Parions que si les écoles d'architecture étaient des facultés universitaires, comme partout dans le monde, si la profession était moins corporatiste... et plus intellectuelle, la question de la recherche architecturale et du doctorat ne poserait aucun problème.

Indépendamment donc de l'objet de recherche, de la spécificité des multiples approches pour traiter du même objet – et la République des Lettres en offre largement des exemples –, de ce droit scientifique, somme toute démocratique, d'envisager à partir d'autres savoirs et donc d'autres méthodes, sinon des *corpus*, les productions sociales et culturelles que sont l'architecture et l'urbain, indépendamment donc de cela, un phénomène nouveau a commencé à poindre à l'horizon : la concurrence. Dans les années 1970-1980, des centaines de diplômés en architecture s'inscrivaient en maîtrise, en DEA (à partir de 1974) et en thèse en histoire, en histoire de l'art, en géographie etc. et cela ne posait aucun problème. À partir des années 1990, la création des DEA animés par des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture, la possibilité de s'inscrire en thèse avec des directeurs d'études, enseignants des écoles d'architecture, de plus en plus nombreux à avoir l'habilitation à diriger des recherches, l'HDR, attire de plus en plus de thésards. Fin du premier acte.

C'est à ce moment critique qu'un phénomène étrange voit le jour : la réforme universitaire abolit les DEA et crée le LMD auquel, en 2005, se plient, Europe oblige, les écoles d'architecture. Un peu plus tard (2007), l'affirmation par la tutelle du « doctorat en architecture », permet aux thésards de s'inscrire dans certaines écoles en doctorat... mais toujours sous tutelle des universités, dans la mesure où, pour l'instant, les écoles d'architecture, par le biais de leurs laboratoires, sont des structures associées aux écoles doctorales et non pas des membres à part entière. Aujourd'hui, l'attribution du titre de docteur par les DEA accentue ce qu'on

peut qualifier de dépossession progressive des acquis. Fin du deuxième acte.

Que conclure de tout cela ? On mettra à part la question du bien fondé de cette réforme générale, logique pour certaines disciplines, destructrice pour d'autres, et dont on ne peut tout rejeter ou tout accepter en bloc. Mais ce qui frappe dans l'histoire des doctorats en architecture, ce sont surtout deux choses : d'une part, cette « amnésie » des fondements et des fondamentaux sur lesquels se sont appuyés, malgré tout, les histoires actuelles de la recherche et des doctorats (histoires qu'il ne faut confondre, même si elles sont liées). Or un peu de mémoire suffirait pour se rendre compte que l'année d'initiation à la recherche qu'étaient les DEA, était indispensable, peut-être pour toutes les sciences humaines, mais en tout cas sûrement pour les écoles d'architecture. On voit en effet qu'en master 2 l'étudiant consacre, de manière tout à fait légitime, la majorité de son temps au projet et à la préparation du PFE. Les masters « option recherche » – sauf de rares exceptions et en fonction des cursus spécifiques de certaines écoles – n'en sont pas, car l'étudiant n'a pas de temps à y consacrer et parce qu'il n'y a pas de formation à la recherche digne de ce nom. Les programmes des écoles en témoignent.

Tant qu'une période et un cursus spécifiques ne sont pas consacrés à l'initiation à la recherche, c'est peine perdue de prétendre à un doctorat en architecture. Et tant que chaque école prétendra pouvoir former seule à la recherche par le doctorat, ce sera une autre peine perdue. Compte tenu de la faible masse critique des aspirants à la recherche et au doctorat, compte tenu

encore des compétences des directeurs d'études des écoles d'architecture face à l'ampleur des champs de l'architecture, de la ville, des territoires, des techniques, etc., il est évident que seulement une synergie, par regroupement géographique, affinités, etc., redonnera une substance au D comme Doctorat, au-delà du M comme Master.

De la légitimité du doctorat en architecture

Y a-t-il une spécificité du doctorat en architecture ? Le parcours des thèmes traités aux Rencontres de Nantes suffirait à convaincre de la profusion des sujets des doctorants ou des champs proposés par les directeurs d'études et les chercheurs aguerris des écoles d'architecture. Ces Rencontres ont montré non seulement le vaste panorama des recherches menées dans les écoles d'architecture (dont grand nombre en liaison avec les laboratoires universitaires), mais aussi un changement, sinon des mutations. Les données énergétiques, l'écologie de l'habitat, l'architecture et la ville durables ; la mobilité en tant que phénomène aussi bien sociologique et technique qu'occasion de rendre forme au territoire (au-delà des questions d'ingénierie pure) ; les ambiances ; le paysage renouvelé par des problématiques projectuelles ; l'échelle métropolitaine avec ses tares, ses impositions et promesses ; les représentations et la production des images avec ses risques d'automatismes et ses fulgurances. Mais aussi l'histoire, le logement ou l'habitation, toujours, sous toutes leurs formes et sujets : autant de thèmes, objets et sujets, certains à la mode, d'autres qui sont des

constantes de la recherche et qui trahissent les ruptures et les continuités qui traversent la recherche architecturale, urbaine et métropolitaine dans les écoles d'architecture. Cela n'est qu'un constat mais un constat dont il faut mesurer l'importance, avec ses risques de dispersion mais aussi avec la richesse de sa prolifération. D'ailleurs ne s'agit-il pas, plutôt que de dispersion, du témoignage des « multiples cheminements possibles dans les villes et dans les mots, dans le temps, les langues, les sociétés urbaines » comme l'écrit Christian Topalov en introduction à *L'aventure des mots de la ville* ? En tout cas, toutes ces recherches nous parlent aussi, et pour certaines de manière critique, des visions du monde, des visions politiques au sens générique du terme.

Pourtant des collègues universitaires se demandent souvent si tous ses thèmes ne ressortissent pas de recherches en ingénierie, en histoire de l'art, en urbanisme, etc. Sans doute, et tant mieux ! Mais il y a bien des différences. D'abord, traiter ces mêmes thèmes dans le cadre d'une formation doctorale faisant partie des écoles d'architecture, renforce ces dernières dans leur statut d'établissements universitaires et les rapprochent de formations doctorales de l'université. En matière de troisièmes cycles, moins les écoles d'architecture sont vassales de l'université et plus la recherche se confronte aux démarches des disciplines similaires qui s'enseignent, mais autrement, à l'université. Et il est évident que dans l'environnement européen ou mondial où le doctorat de l'architecture existe, on assume, enfin, l'égalité des cursus, les équivalences etc. Quelles sont en outre les différences entre les recherches et les doctorats préparés dans les écoles

d'architecture (toutes orientations confondues) et les doctorats préparés dans les disciplines universitaires ? N'en citons qu'une : la formation initiale d'architecte et l'initiation à la recherche à l'intérieur des écoles d'architecture permet de développer une autre manière d'envisager et de traiter l'objet : il s'agit de sa *matérialité*. Quand le thésard architecte traite de construction, de conception, de haute qualité environnementale, il sait, en principe, de quoi il parle, et en parle de *l'intérieur* car il a pratiqué la conception, la construction, les techniques, la structure des matériaux, leur texture et leur résistance. De même quand il s'agit de projet urbain, d'analyse et d'études sur la ville et le territoire, il a connaissance non seulement de leur formation dans le temps et de typomorphologie (questions évidentes), mais aussi des dispositifs et des approches pour les concevoir. Jouera alors sa capacité à pratiquer la rétroaction. Un exemple : on peut traiter du développement durable en tant qu'ingénieur ou philosophe, mais en tant que jeune chercheur issu d'une école d'architecture, on sait quels sont les dispositifs et matériaux (les matières pertinentes) pour inventer non pas une simple forme de bâtiment ou de territoire, mais un édifice – au sens large du terme – mentalement et intellectuellement architecturé. Le philosophe, le sociologue ou l'économiste d'une école d'architecture envisage différemment les objets de recherche. La capacité de préfigurer un espace urbain (en fonction des échelles) permet de penser autrement la manière dont il est constitué, ses symboliques, les acteurs, les temporalités et même les rapports entre financement et matérialisation.

Cela signifie-t-il que le rapport avec les disciplines universitaires qui enseignent les mêmes objets sont inutiles ? C'est exactement l'inverse. Plus on devient « autonome » et plus on devient « hétéronome », c'est-à-dire plus on est capable d'intégrer les logiques des autres, de travailler avec les autres. Prôner l'enfermement et l'autosuffisance est tout aussi suicidaire que de ne pas revendiquer sa spécificité.

Mais pour cela, un changement de structures et de mentalités est nécessaire. Tout d'abord, à l'intérieur même des écoles d'architecture où les troisièmes cycles sont souvent ignorés par ceux qui ne conçoivent l'enseignement que comme la transmission d'un savoir-faire, et parfois de leur propre savoir-faire à « projeter ». S'il n'en était pas ainsi, il y a bien longtemps qu'on aurait travaillé à la mise en place de véritables masters de recherche et qu'on aurait inventé d'autres formes de formation à la recherche, quitte à rallonger les cursus. Changer d'éthique aussi : être enseignant d'école d'architecture et, en même temps, comme chercheur avoir des rapports scientifiques avec des laboratoires universitaires ou d'autres institutions, par affinités scientifiques ou calculs de trajectoires personnelles, est assez courant et indispensable. Mais défendre les stratégies pour la reconnaissance institutionnelle de la recherche à l'intérieur des écoles n'est pas souvent le cas.

Il est indispensable par ailleurs que soit créé un statut d'enseignant-chercheur. N'est-il pas scandaleux qu'au nom des économies dues à la « crise », cette question soit repoussée, que les chercheurs « bricolent » leur temps, esquivent, travaillent en « supplément », au lieu de consacrer un temps à la recherche statutairement

reconnu ? Le risque ? Que *La princesse de Clèves* devienne une danseuse, qu'on entretient, un peu. Ce phénomène qui menace la recherche en architecture et qui se répand dans les sciences humaines à l'université ou au CNRS, n'est-il pas signe des temps, de cet anti-intellectualisme et anhistoricisme généralisés que trahit le mépris vis-à-vis de la recherche ? Cette dernière question nous renvoie alors au début de ce **post-scriptum**, c'est-à-dire à la mise en place de financements et à une nouvelle institutionnalisation de la recherche, non pas par formalisme, mais par nécessité de reconnaissance pratique d'un travail social en soi.

Pour que le « doctorat en architecture » ne soit pas conçu et perçu comme une parure de nouveau riche, une Rolex par exemple.